

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes  
ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-  
durable.gouv.fr

Valenciennes, le 14 mai 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2024

### **Partie nominative**

#### **VALORMET**

72 rue Faidherbe  
59360 Le Cateau-Cambrésis

Affaire suivie par : Charlotte PEREZ  
Téléphone : 03.27.21.05.15  
Courriel : charlotte.perez@developpement-durable.gouv.fr  
Références : V2-2025-068  
Code AIOT : 0007004072

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 07/11/2024 de l'établissement VALORMET implanté 72 rue Faidherbe 59360 Le Cateau-Cambrésis. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

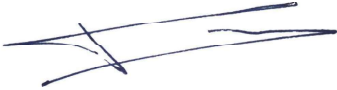
- Charlotte PEREZ, Unité départementale du Hainaut, V2, inspectrice de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

Gaëtan BIGOT - PDG

Alain POTTIEZ - Directeur d'exploitation  
Estelle LE CLAINCHE - Assistante administrative - chargée des sujets Environnement  
Mohammed EL OUAFI - ENTIME

Le courriel d'échange avec l'administration est [g.bigot@valormet.fr](mailto:g.bigot@valormet.fr).

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement

Charlotte PEREZ

Vérificateur 1	Vérificateur 2	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement  Vincent FIACCABRINO vincent.fiaccabrino  Signature numérique de Vincent FIACCABRINO vincent.fiaccabrino Date : 2025.04.28 16:55:09 +02'00'	L'inspecteur de l'environnement   Julien DEVROUTE	 Signature numérique de Marc MANCINI marc.mancini

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 07/11/2024 de l'établissement VALORMET implanté 72 rue Faidherbe 59360 Le Cateau-Cambrésis, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Respect des VLE - Eaux pluviales de ruissellement** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/01/2021 article : 1
- **Surveillance des eaux souterraines - Évaluation de l'impact du site** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/01/2021 article : 1

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Entretien et suivi des installations de pré-traitement** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2017 article : 5

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément au 4° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé une **astreinte journalière** d'un montant de **100 €** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Respect des VLE - Eaux pluviales de ruissellement** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/01/2021 article : 1

Le montant de l'astreinte a été établi de manière arbitraire, considérant la base majorante suivante :  
- l'exploitant ayant retenu la solution technique de la construction d'un bassin de tamponnement pour répondre à la mise en demeure ;  
- le coût moyen de la construction d'un bassin de l'ordre de 1000 m<sup>3</sup> (volume correspondant au stockage de la régulation des eaux de ruissellement d'une surface de 23.000 m<sup>2</sup>, surface

d'exploitation du site VALORMET, avec un débit de fuite de 2 l/s/ha) s'élevant à 90.000 € (terrassment, gestion des déblais, géomembrane – hors réseaux et sans contrainte de sols particulière) ;

- la mise en demeure initiale ayant été établie pour un retour à une situation conforme à échéance de 6 mois ;

- ces éléments amènent à un montant journalier maximal calculé de 500 € (90.000 € /180 jours),

soit une somme de l'ordre de la centaine d'euros par jour.

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 14 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALORMET**

72 rue Faidherbe  
59360 Le Cateau-Cambrésis

Références : V2-2025-068  
Code AIOT : 0007004072

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement VALORMET implanté 72 rue Faidherbe 59360 Le Cateau-Cambrésis. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALORMET
- 72 rue Faidherbe 59360 Le Cateau-Cambrésis
- Code AIOT : 0007004072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Site initialement autorisé par arrêté préfectoral du 26/03/1990 pour l'exploitation d'un chantier de récupération de métaux ferreux et non ferreux, la Société STR France a repris le site en 2003.

Une régularisation des activités et de nouvelles activités ont ensuite été actées par Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter du 07/01/2008, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 22/03/2010, du 21/12/2017 et du 08/04/2021.

Aujourd'hui la Société VALORMET est autorisée à exploiter le site par arrêté préfectoral complémentaire du 11/03/2022 autorisant le changement d'exploitant.

Les activités du site sont le transit de métaux, DEEE et déchets dangereux et non dangereux ainsi que le traitement de déchets (le site dispose d'une cisaille mobile). L'activité VHU a été abandonnée en 2019.

Le site est constitué :

- d'un bâtiment de 1 860 m<sup>2</sup> dans lequel se trouvent les bureaux d'exploitation, une zone de stockage des métaux non ferreux et une zone de stockage de batteries de capacité 20 tonnes ;
- d'une aire extérieure composée de différentes zones d'entreposage.

Le site est actuellement classé comme relevant de la directive IED (rubrique 3550) et relève également du régime de l'autorisation pour les rubriques 2718.1, 2790, 2791 et à enregistrement pour les rubriques 2713, 2714.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Respect des VLE - Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 13/01/2021, article 1	Demande d'action corrective, Astreinte	1 mois
2	Entretien et suivi des installations de pré-traitement	AP Complémentaire du 21/12/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Surveillance des eaux souterraines - Évaluation de l'impact du site	AP de Mise en Demeure du 13/01/2021, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la présente inspection que l'exploitant ne s'est toujours pas conformé aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/01/2021, en matière de respect de la qualité des rejets "eaux pluviales" du site en affichant une non-conformité récurrente, a minima sur le paramètre DCO.

Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il mette en place les actions correctives nécessaires pour remédier à cette non-conformité. Dans l'attente, il est proposé au préfet une astreinte journalière jusqu'à satisfaction de la mise en demeure et le respect des Valeurs Limite en Émissions (sur le paramètre DCO) sur les rejets du site en eaux pluviales de ruissellement.

En ce qui concerne la surveillance des eaux souterraines et l'évaluation de l'impact du site, il est attendu des éléments complémentaires.

Les éléments attendus à l'issue de la présente inspection sont formulés dans les différentes fiches de constats sous forme d'observations, de demandes d'actions correctives et de demandes de justificatif. Il est demandé à l'exploitant d'y apporter une réponse dans les délais impartis.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect des VLE - Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/01/2021, article 1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets eaux pluviales		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<u>Article 1</u> -La société STR FRANCE SAS sise au 72, rue Faidherbe sur le territoire de la commune de LE CATEAU CAMBRESIS (59360) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :		
Prescription réglementaire	Délai de mise en conformité	
Article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008 susvisé	Respect des valeurs limites d'émission sur le rejet des eaux pluviales : dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté	
(...)	(...)	
(...)	(...)	
<u>Article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008 :</u> 8.1. - Eaux pluviales. (...) <i>Les valeurs limites acceptables doivent respecter les concentrations suivantes répondant à l'objectif de qualité 1 fixé pour la Selle par l'arrêté préfectoral du 25 mars 1999 pour les eaux superficielles :</i>		
Substances	Concentrations (en mg/l)	Méthode de mesure
MES	35	NFT 90105
DCO	25	NFT 90 101
DBO5	5	NFT 90103



Substances	Concentrations (en mg/l)	Méthode de mesure
Hydrocarbures totaux	5	NFT 90114

Article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 avril 2021 (postérieur à l'APMD du 13 janvier 2021 - objet du présent point de contrôle) :

Article 4 - L'article 8.1 « Eaux pluviales » de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008 est complété comme suit :

Les valeurs limites acceptables doivent respecter les concentrations suivantes pour les paramètres considérés :

Paramètre	Concentration maximale (mg/L)	Fréquence d'autosurveillance
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	10	annuelle

#### **Constats :**

Par arrêté préfectoral du 11/03/2022, le préfet a autorisé le changement d'exploitant de la société STR France au profit de la société VALORMET. Aussi, le respect des dispositions reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/01/2021 lui incombe directement. En outre, les engagements pris en 2022 pour y répondre ont bien été pris par VALORMET.

#### **I. Constat lors de la précédente inspection menée le 05/10/2021 :**

Fait Susceptible de suite 1 : Il est demandé à l'exploitant de proposer un plan d'actions pour réduire la concentration de DCO dans les effluents.

Dans ce cadre, il est demandé de revoir l'ensemble du circuit de gestion des eaux pluviales. Un examen approfondi des différentes zones de ce circuit sera réalisé : zone de tamponnement, bassin de décantation, amont-aval séparateur, zone de rejet.

A l'issue de cette analyse, l'exploitant devra transmettre un compte-rendu mettant en évidence les points de faiblesse identifiés dans le traitement des eaux pluviales le cas échéant, ainsi qu'un plan d'actions correctives.

L'inspection ne propose pas de suite administrative dans l'immédiat, dans l'attente de la réponse de l'exploitant. Par ailleurs, l'exploitant est invité à augmenter la fréquence de son autosurveillance pour vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre.

#### **II. Suites apportées par l'exploitant à ce fait susceptible de suite 1 :**

Après plusieurs échanges avec l'inspection des installations classées, relatifs à la démarche d'analyse et d'identification des actions correctives à mettre en œuvre, l'exploitant a présenté dans un courriel du 14/03/2022, les décisions prises pour répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, en particulier le choix de remplacer le système de tamponnement existant par un bassin (à créer) en aval du séparateur hydrocarbures.

Par courriel du 30/05/2022, l'exploitant présentait les 3 solutions étudiées.

Par courriel du 15/06/2022, l'exploitant confirmait la solution technique retenue pour la mise en

œuvre de son plan d'actions, associé à un échéancier de réalisation, à savoir la création d'un bassin de tamponnement des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction de 1000 m<sup>3</sup> en limite de site (en dehors du périmètre ICPE autorisé) à échéance fixée à début décembre 2022.

Compte tenu des modifications envisagées en matière de gestion des effluents du site par rapport aux conditions initiales d'autorisation d'exploiter et de l'extension du périmètre ICPE, était également attendu de la part de l'exploitant le dépôt auprès du préfet d'un dossier de porter à connaissance en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

L'exploitant avait annoncé le dépôt de son dossier de porter à connaissance pour mai 2022.

### **III. Constats lors de la présente inspection du 07/11/2024 :**

#### **1) Actions engagées**

D'un point de vue documentaire, la DREAL n'a pas été destinataire de ce dossier de porter à connaissance.

Après vérification menée auprès de l'exploitant, ce dernier a annoncé en inspection l'abandon du projet de bassin de tamponnement des eaux pluviales, principalement pour des raisons économiques.

En séance, il a été rappelé à l'exploitant qu'il s'était engagé à déposer en 2022 sa demande de modification des installations, identifiée dans son plan d'actions comme nécessaire pour mettre en conformité son site avec les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation en matière de respect des valeurs limites d'émission des eaux pluviales de ruissellement des aires extérieures de stockage des déchets avant rejet au milieu naturel, la Selle, via le réseau séparatif de la commune.

L'inspection des installations classée fait le constat d'un silence gardé par l'exploitant entre 2022 et la visite d'inspection programmée en 2024, sans avancée particulière sur le sujet compte tenu de l'abandon du plan d'actions présenté en 2022.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a fait part des actions mises en œuvre, entre avril et novembre 2023, sur le site pour établir un nouveau plan de mise en conformité. En particulier des recherches et tests de lixiviation ont été menés pour déterminer la contribution des différentes catégories de déchets admis sur le site, à la charge des eaux pluviales de ruissellement.

Des tests de lixiviation (expérimentations sans référence à une norme particulière) ont été menés sur les tournures, battitures et scraps.

Les premières conclusions de l'exploitant l'ont conduit à supprimer l'acceptation des battitures sur le site, a priori déchets contributeurs en MES et DCO. Selon l'exploitant, la fin de l'acceptation de ces déchets a été mise en œuvre 6 mois avant cette inspection, soit vers début mai 2024. Ce point n'a pas été vérifié au niveau des registres déchets du site.

Ces tests ont également mis en évidence une contribution en MES, DCO et Hydrocarbures des tournures. Néanmoins, l'exploitant a précisé ne pas pouvoir économiquement se passer de l'acceptation de ce déchet.

Il n'en reste pas moins que l'exploitant, sur la base de ces essais et prises de décisions, n'a pas, contrairement à la demande de l'inspection des installations classées l'issue de la visite menée en 2021, augmenté la fréquence d'autosurveillance de ses rejets en eaux pluviales au milieu naturel. Il n'a également pas corrélé ses actions avec la vérification de la qualité du rejet au milieu naturel.

Lors de la présente inspection, l'exploitant s'est engagé à mener les contrôles de ses rejets en eaux

pluviales aux périodes suivantes :

- déjà programmé le 29/11/2024, le contrôle annuel d'autosurveillance 2024 (qui correspondrait à une situation sans battitures, ni tournures selon l'exploitant) ;
- janvier 2025 ;
- février 2025 ;
- mars 2025.

Les conditions de réalisation de ces contrôles (état des stocks en particulier) devront être spécifiquement précisées dans les rapports de contrôle.

**Demande d'action corrective 1 :**

**Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois à l'inspection des installations classées le compte rendu détaillé et documenté des actions engagées sur le site pour répondre à la mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission sur le rejet des eaux pluviales, en substitution des engagements pris par l'exploitant en 2022. Il veillera à y reprendre le plan de surveillance renforcée évoqué lors de l'inspection. Les résultats de cette surveillance renforcée seront déclarés sur GIDAF et feront l'objet d'une interprétation détaillée en vue de la mise en conformité du site.**

A ce titre, il est rappelé à l'exploitant que l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED impose aux installations relevant de la rubrique 3550 (ce qui est le cas du site VALORMET), une surveillance à fréquence mensuelle des paramètres MES et DCO (ou COT) sur les effluents rejetés.

L'exploitant veillera à se conformer aux dispositions de cet arrêté ministériel en matière d'autosurveillance de ses rejets aqueux. Le respect des dispositions de cet arrêté ministériel fera l'objet d'une prochaine inspection, distincte de la présente inspection.

2) Examen de l'autosurveillance

RÉALISATION / TRANSMISSION

Indépendamment des problèmes de non-conformité des rejets et de la demande d'augmentation de la fréquence associée, l'exploitant est tenu de mener une autosurveillance annuelle de ses rejets en eaux pluviales.

Depuis l'inspection menée en 2021, aucun résultat d'autosurveillance n'avait été transmis par l'exploitant à la DREAL.

Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant qu'il avait l'obligation, en application de l'arrêté ministériel du 28/04/2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, de transmettre ses résultats d'autosurveillance via l'application GIDAF. Dès lors, l'exploitant a mis à jour, suite à la visite, ses déclarations sur GIDAF.

A date, on y retrouve en matière d'autosurveillance des eaux superficielles, les déclarations suivantes :

Année	Dates du contrôle	Date déclaration GIDAF	Affiché :
2022	23-24 novembre 2022	04/12/2024	Contrôle externe
2023	25-26 octobre 2023	04/12/2024	Contrôle externe
2024	Programmé le 29/11/2024 reporté au 02/12/2024	11/02/2025	Contrôle externe

L'examen des déclarations faites dans GIDAF fait apparaître une erreur de déclaration du type de contrôle mené. Même si l'exploitant confie à un organisme extérieur son autosurveillance, les résultats doivent être déclarés comme résultats d'autosurveillance et non en "contrôle externe" (correspondant au contrôle externe de recalage de l'autosurveillance). A toutes fins utiles, il est rappelé à l'exploitant l'aide disponible en ligne à l'utilisation de GIDAF : <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/aide-contextuelle-gidaf#accueil-exploitant>.

#### **Observation 1 :**

**L'exploitant doit modifier ses déclarations sur GIDAF en ce sens. A ce titre, au préalable, une demande en ligne d'invalidation devra être formulée.**

Cet examen corrobore le fait que l'exploitant n'a pas augmenté la fréquence d'autosurveillance de ses rejets, contrairement à ce qui lui avait été demandé dans le cadre des suites de l'inspection précédente menée en 2021, ni pour documenter les essais réalisés en 2023 et 2024 présentés lors de la présente inspection.

En outre, en séance, l'exploitant avait annoncé la programmation du contrôle annuel d'autosurveillance le 29/11/2024.

Par courriel du 22/01/2025, l'inspection des installations classées a réclamé le rapport d'autosurveillance à l'exploitant. Ce dernier, par l'intermédiaire de son bureau conseil, ENTIME, a répondu par courriel du 23/01/2025, que le contrôle d'autosurveillance mené au titre de 2024 avait été réalisé début décembre (le 02/12/2024), que les analyses étaient encore en cours au laboratoire sous-traitant et que les résultats seraient transmis dès réception.

Les résultats de ce contrôle annuel d'autosurveillance ont été déclarés sous GIDAF le 11/02/2025.

Les délais de transmission par le bureau conseil ENTIME du rapport d'autosurveillance des rejets en eau du site au milieu naturel ne sont pas compatibles avec une gestion appropriée des résultats.

#### **Observation 2 :**

**L'exploitant doit mettre en place une organisation de telle sorte qu'il puisse accéder, dans des délais lui permettant d'être réactif, aux résultats de son autosurveillance, en particulier dans ce contexte de rejets non conformes, objet de la mise en demeure.**

#### **RÉSULTATS**

Les derniers résultats d'autosurveillance (AS) et les résultats du contrôle inopiné (CI) mené le 13/04/2022 (rapport LDAR du 19/05/2022) sont les suivants :

Paramètres mesurés	VLE (mg/L)	Résultats CI Avr. 2022 (mg/L)	Résultats AS Nov. 2022 (mg/L)	Résultats AS Oct. 2023 (mg/L)	Résultats AS Déc. 2024 (mg/L)
MES	35	18	<b>190</b>	11	16
DCO	25	<b>116</b>	<b>175</b>	<b>100</b>	<b>107</b>
DBO <sub>5</sub>	5	<b>24</b>	5	<b>10</b>	< 3
Hydrocarbures totaux	5	<b>5,5</b>	<b>13</b>	3,77	< 0,5
Métaux totaux	10	2,3	<b>Non mesuré</b>	<b>Non mesuré</b>	1,07

Paramètres mesurés	VLE (mg/L)	Résultats CI Avr. 2022 (mg/L)	Résultats AS Nov. 2022 (mg/L)	Résultats AS Oct. 2023 (mg/L)	Résultats AS Déc. 2024 (mg/L)
(Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)					
<p><b>Valeur en gras</b> : dépassement de la VLE ou non mesuré</p> <p><b>Valeur soulignée en gras</b> : dépassement de plus du double de la VLE</p> <p>L'examen des résultats d'autosurveillance transmis via GIDAF montre que l'exploitant n'avait pas intégré à son programme d'autosurveillance le paramètre Métaux totaux.</p> <p>A ce titre, à la demande de l'inspection, dans son courriel du 23/01/2025, par l'intermédiaire de son bureau conseil ENTIME, l'exploitant précisait que les métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn) (métaux manquant à la liste : Sn, Fe, Al) avaient été contrôlés en octobre 2021, novembre 2021 et janvier 2023. La synthèse des résultats a été transmise par courriel du 23/01/2025 avec l'interprétation suivante en réponse à l'absence de l'analyse des métaux Sn, Fe et Al :</p> <p>« Les métaux analysés (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn) présentent toutefois des teneurs bien inférieures à la valeur limite de 10 mg/l. »</p> <p><b>L'inspection des installations classées tient à rappeler à l'exploitant que ce constat ne permet pas, en l'absence de l'analyse des 3 métaux manquant à la liste, de conclure quant à une éventuelle conformité du rejet, quand bien même la concentration des métaux analysés soit inférieure à la valeur limite d'émission.</b></p> <p>L'examen du rapport d'analyse transmis en annexe du rapport d'autosurveillance 2024 montre que les métaux ont été analysés le 27/01/2025 pour un prélèvement effectué le 02/12/2024, laissant supposer que l'analyse des métaux n'était pas initialement au programme de l'autosurveillance annuelle réalisée par le bureau conseil ENTIME.</p> <p><b>Observation 3 :</b></p> <p><b>L'exploitant doit veiller à ce que son programme d'autosurveillance inclue le contrôle du paramètre Métaux totaux, imposé par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/04/2021, en veillant à contrôler les 10 métaux listés. Les résultats de cette autosurveillance sont également à déclarer sous GIDAF.</b></p> <p>Il ressort des informations disponibles sur la qualité des rejets "eaux pluviales" du site une non-conformité récurrente sur le paramètre DCO. <u>Cette non-conformité constitue un non-respect des dispositions de l'article 1, ligne "Article 8.1" du tableau, de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/01/2021.</u></p> <p><b><u>Par conséquent, compte tenu des délais de mise en conformité largement dépassés (fixés à 6 mois à compter de la notification de l'arrêté du 13/01/2021), il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord de prendre à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, dans le cas présent sous forme d'une astreinte journalière d'un montant de 100 € jusqu'à satisfaction de la mise en demeure et le respect de la VLE sur le paramètre DCO.</u></b></p>					
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites					
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective, Astreinte					
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois					

## N° 2 : Entretien et suivi des installations de pré-traitement

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/12/2017, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

L'article 6.3 « Entretien et suivi des installations de pré-traitement » de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008 est modifié comme suit :

« Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de pré-traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

(...)

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur.

Ils sont nettoyés par une société habilitée selon les fréquences suivantes :

Équipements	Entretien
Vanne murale	Graissage du volant tous les 6 mois
Régulateur de débit	Vérification annuelle : contrôle + nettoyage
Séparateur à hydrocarbures	<u>Tous les 6 mois :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- surveillance du niveau d'hydrocarbures et de boues, vidange lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement,</li><li>- contrôle de l'obturateur automatique</li><li>- nettoyage de la canalisation d'évacuation</li></ul> <u>Tous les ans :</u> vidange des hydrocarbures et des boues <u>Tous les 5 ans :</u> vidange totale de l'équipement et inspection
Zone de rejet végétalisée	Faucardage tous les 2 à 3 ans Curage des dépôts si nécessaire

Les fiches de suivi du nettoyage de ces dispositifs, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

**I. Constat lors de la précédente inspection menée le 05/10/2021 :**

*La nouvelle trame détaillant les opérations de maintenance n'a pas été utilisée pour les entretiens réalisés en 2021.*

Observation : *Il convient d'utiliser le nouveau modèle de trame pour les opérations d'entretien réalisées sur les équipements de traitement avant rejet des eaux pluviales afin de justifier de la conformité aux prescriptions de l'article 5 de l'APC du 21/12/2017.*

*L'exploitant a indiqué qu'un débroussaillage de la zone de rejet avait été réalisé. Il a été constaté en visite terrain que ce débroussaillage était insuffisant.*

*Fait susceptible de suite 2 : Il est demandé à l'exploitant de réaliser un faucardage complet de la zone de rejet avec un curage des dépôts si nécessaire.*

## **II. Constats lors de la présente inspection du 07/11/2024 :**

Lors de la visite d'inspection, il a été observé que les documents assurant la traçabilité des actions menées sur les installations de récupération des eaux pluviales de ruissellement sont dorénavant utilisés.

Par sondage, les documents suivants ont été consultés :

- registre des exercices de fermetures de la vanne incendie (réalisation tous les 3 mois en 2024) ;
- les fiches de suivi des ouvrages (réalisation tous les 3 mois en 2024).

A la demande de l'inspection, l'exploitant a adressé copie des bordereaux de suivi des déchets (BSD) issus des opérations de nettoyage du séparateur Hydrocarbures (HC) suivantes :

- intervention du 14/06/2023 (pompage, nettoyage, curage) – 2 BSD (boues + eaux HC) datés du 14/06/2023 ;
- intervention du 30/10/2024 (pompage, nettoyage, curage) – 2 BSD (Boues + eaux HC) datés du 30/10/2024. A noter que ces derniers, dans la version transmise, ne sont pas entièrement remplis. L'exploitant devra s'assurer de disposer des BSD dans leur intégralité, dûment complétés et signés.

Le sujet du faucardage du fossé n'a pas été abordé lors de la présente inspection. L'exploitant devait dans la continuité de l'inspection précédente, le réaliser sur l'intégralité de la zone de rejet.

### **Demande de justificatif 1 :**

**L'exploitant transmettra sous 1 mois le document attestant du dernier faucardage du fossé, accompagné le cas échéant des bordereaux de suivi des déchets de curage.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Surveillance des eaux souterraines - Évaluation de l'impact du site**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/01/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance piézométrique

**Prescription contrôlée :**

Article 1 -La société STR FRANCE SAS sise au 72, rue Faidherbe sur le territoire de la commune de LE CATEAU CAMBRESIS (59360) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

Prescription réglementaire	Délai de mise en conformité
(...)	(...)
(...)	(...)
Article 12 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2017 susvisé	Respect des valeurs limites d'émission sur le rejet des eaux pluviales <sup>1</sup> : dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté

<sup>1</sup> A noter que l'arrêté préfectoral de mise en demeure comporte une erreur de rédaction. La dernière ligne du tableau de l'article 1 vise bien la surveillance des eaux souterraines (article 12 de l'APC du 21/12/2017 modifiant l'arrêté du 22/03/2010) et non le respect des VLE sur les eaux pluviales.

Article 12 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2017 :

L'article 5 « Modalités d'autosurveillance des eaux souterraines » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2010 est modifié comme suit :

« I. Tous les six mois, des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans chacun des piézomètres prévus en application de l'article 3, pour analyses. Ces prélèvements s'effectuent en périodes de basses eaux et de hautes eaux.

II. Les analyses sont effectuées sur les prélèvements, sur les paramètres suivants, selon les normes en vigueur :

Paramètres physico-chimiques :

- Conductivité *in situ*
- Température *in situ*
- pH *in situ*
- Potentiel redox (Eh) *in situ*
- Matières en suspension (MES)
- Turbidité

Éléments indésirables :

- Cuivre
- Zinc

Éléments toxiques :

- Chrome total
- Nickel
- Plomb
- Mercure
- Cadmium
- Arsenic
- HCT »



## **Constats :**

Par arrêté préfectoral du 11/03/2022, le préfet a autorisé le changement d'exploitant de la société STR France au profit de la société VALORMET. Aussi, le respect des dispositions reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/01/2021 lui incombe directement. En outre, les engagements pris en 2022 pour y répondre ont bien été pris par VALORMET.

### **I. Constat lors de la précédente inspection menée le 05/10/2021 :**

*Fait susceptible de suite 3 : Il est demandé à l'exploitant de mener une analyse des causes poussée pour expliquer les dépassements récurrents rencontrés dans les analyses des eaux souterraines. A l'issue de cette analyse, un plan d'action correctives devra être proposé. L'Inspection ne propose pas de suite administrative dans l'immédiat, dans l'attente de la réponse de l'exploitant.*

### **II. Constats lors de la présente inspection du 07/11/2024 :**

La surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines a été imposée au site par arrêté préfectoral complémentaire modifié du 22/03/2010.

Les modalités de transmission des résultats sont définies en son article 7 :

#### **Article 7. Transmission des résultats d'autosurveillance**

Un état récapitulatif des résultats des mesures et analyses imposées à l'article 5 doit être adressé au plus tard dans les deux mois qui suit leur réalisation au préfet du Nord et à l'Inspection des installations classées.

Cet état récapitulatif comprend également les valeurs guides de référence, issues de l'arrêté du 11 janvier 2007 susvisée pour ce qui concerne la nappe d'eau souterraine, et de la circulaire du 7 mai 2007 susvisée, pour ce qui concerne la nappe d'eau superficielle. Les méthodes de référence utilisées doivent être mentionnées.

Les résultats doivent être systématiquement accompagnés d'une analyse pour préciser :

- la position des résultats obtenus par rapport aux mesures précédentes (dérive...) ;
- la position des valeurs mesurées par rapport aux valeurs guides précitées ;
- en cas de dérive ou de dépassement des valeurs guides, il sera précisé :
  - les éventuelles explications du dépassement ou de la dérive,
  - les actions correctives consécutives mises en œuvre ou proposées.

Le réseau piézométrique de référence est quant à lui défini en annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/04/2021 :

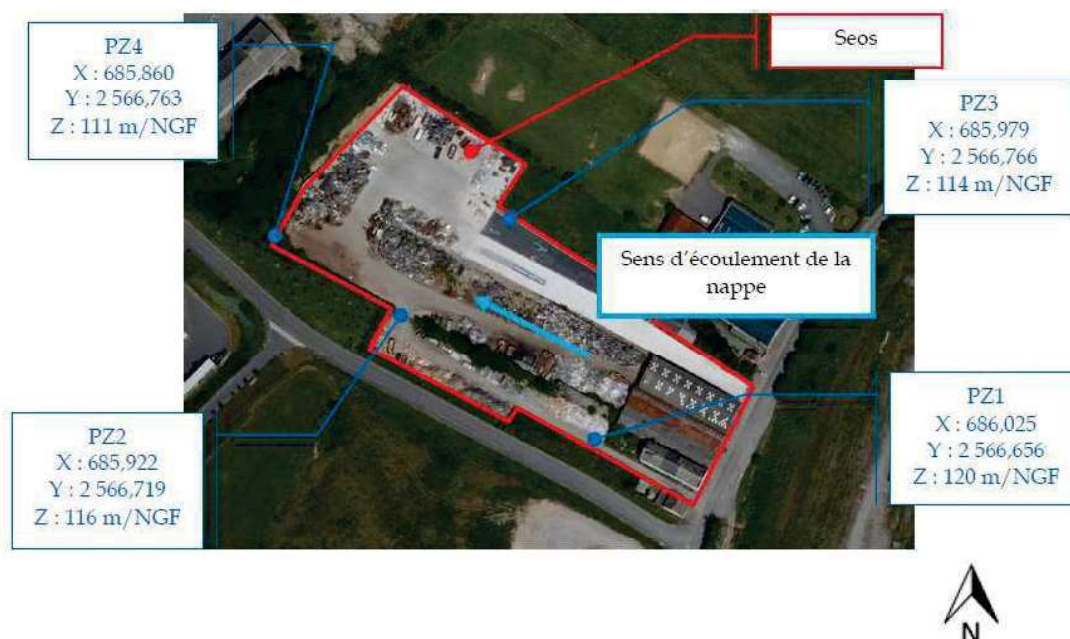


Figure 2 : Implantation des piézomètres de contrôle

Depuis la précédente inspection menée en 2021, aucun résultat de surveillance piézométrique n'avait été adressé à l'inspection.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'issue de la présente inspection, les rapports de surveillance par mail puis, à la création du cadre GIDAF pour la surveillance des eaux souterraines, a déclaré les résultats de surveillance sur GIDAF :

Année	Périodes	Date intervention	Transmission GIDAF
2022	Hautes eaux	10/03/2022	04/12/2024
	Basses eaux	24/11/2022	04/12/2024
2023	Hautes eaux	26/05/2023	05/12/2024
	Basses eaux	25/10/2023	05/12/2024
2024	Hautes eaux	26/06/2024	05/12/2024
	Basses eaux	02/12/2024	17/02/2025

#### **Observation 4 :**

**Au vu des périodes effectives de contrôles et de la dérive dans le temps des dates retenues pour réaliser les prélèvements (décalage d'un mois chaque année), l'exploitant doit s'interroger sur le respect du caractère Hautes eaux / Basses eaux, fixer en conséquence la planification des nouvelles campagnes de surveillance et s'y tenir.**

**Une attention particulière sera portée au respect de la notion Hautes eaux / Basses eaux pour les prochaines campagnes de surveillance pour répondre aux conditions fixées à l'article 5 modifié de l'arrêté du 22/03/2010 pour mener les prélèvements.**

La surveillance est réalisée sur la masse d'eau souterraine "Craie du Cambrésis" (pas de nappe superficielle au droit du site selon les éléments repris dans les rapports).

L'examen des rapports de surveillance pour l'année 2024 appelle les remarques suivantes :

- le piézomètre 4, installé en 2021, n'est pas présenté dans la "figure 2 : Structure géologique du sous-sol" des rapports ; il n'est également pas repris dans la "figure 8 : Coupe simplifiée des piézomètres" dans la partie "Interprétation des résultats" ;

**Observation 5 :**

**Les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines doivent être complétés des informations disponibles relatives au piézomètre 4 et l'interprétation des résultats, en particulier la vérification du sens d'écoulement de la nappe, doit se faire sur la base des 4 piézomètres constituant le réseau.**

- le rapport relatif au contrôle "Basses eaux" 2024 signale que le piézomètre 3 a été endommagé (impossibilité de réaliser le prélèvement) ; cette information a été confirmée par l'exploitant dans son courriel du 18/02/2025.

**Demande d'action corrective 2 :**

**Le piézomètre 3 doit être remis en service, dans le respect des règles de l'art, avant la prochaine campagne de surveillance, correspondant à la période Hautes eaux 2025.**

- le paramètre Potentiel Redox n'est pas réalisé in situ tel que prévu dans l'arrêté, mais est mesuré a posteriori, au laboratoire.

**Demande d'action corrective 3 :**

**L'exploitant doit mettre en œuvre le programme de surveillance tel que décrit à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2017. En cas de difficulté technique à mettre en œuvre le programme analytique prescrit, l'exploitant devra solliciter auprès du préfet une demande de modification des prescriptions imposées.**

- le rapport relatif au contrôle "Hautes eaux" 2024 signale que l'analyse de la turbidité est rendue hors accréditation compte tenu du délai de mise en analyse dépassé.

**Observation 6 :**

**L'exploitant doit s'assurer que la planification des prélèvements permette de rendre le résultat sous accréditation, en garantissant le respect des délais de mise en analyse.**

- de manière générale, l'exploitant conclut, dans les derniers rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines menée sur le réseau piézométrique du site, que les valeurs remarquables sur les paramètres MES et Turbidité (objet des non-conformités constatées lors des précédentes inspections) sont liées à la nature de la craie en précisant qu'il s'agit de "relargage des éléments en suspension lors des prélèvements" et considère que les résultats ne sont pas caractéristiques d'un impact des activités du site sur la qualité de la nappe souterraine, considérant que "les paramètres représentatifs des activités du site (métaux et hydrocarbures) présentent des valeurs inférieures au seuil de détection" (avec une limite de quantification inférieure aux valeurs limites de référence utilisées : arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine).

**Demande d'action corrective 4 :**

**A ce stade, les éléments transmis ne sont pas suffisants pour répondre à la demande formulée lors de la précédente inspection. A la lumière des explications données par l'exploitant lors de la visite, il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet et à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse de la surveillance piézométrique mise en œuvre sur le site, suffisamment documenté pour corroborer les propos tenus en séance ; ce rapport de synthèse devra être conclusif, en particulier en réponse aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral**

complémentaire du 22/03/2010. Pour rédiger ce rapport, l'exploitant pourra utilement s'appuyer sur le guide du Ministère en charge de l'environnement « Surveillance de la qualité des eaux souterraines » dans sa dernière version consultable sur le site <https://www.ineris.fr/fr/guides-surveillance-eaux-souterraines>. Une attention particulière devra être portée à l'analyse du sens d'écoulement de la nappe.

En ce qui concerne les suites à réserver à ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (ligne "article 12" du tableau de l'article 1), il est proposé ici de le considérer comme nul et non avenue, considérant l'erreur de rédaction mentionnée au nota 1 reprise au niveau de la prescription contrôlée de cette fiche de constats.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois